



MAINTENANT !

LETTRE D'INFORMATION DE **RICHARD FERRAND**

Député de la 6^{ème} circonscription du Finistère, Conseiller régional de Bretagne



www.richardferrand.fr

N°25 // JANVIER-FÉVRIER 2018

NOUVEAUTÉ ET CONTINUITÉ

L'Assemblée nationale compte depuis juin 2017 de nombreux nouveaux visages et soutient notre gouvernement, fait de femmes et d'hommes très engagés dans leurs domaines de compétence. Les méthodes de travail ont aussi changé : nous co-construisons en amont afin de gagner en efficacité dans la production législative.

Les changements sont réels, mon engagement reste identique.

Mon attachement au collectif, à la défense des services publics, à l'accessibilité et à l'aménagement de nos territoires, à la culture, demeure inchangé. À l'écoute du terrain, j'assure une présence permanente auprès de celles et ceux qui vivent et agissent sur notre territoire. C'est à mon sens la seule manière d'inspirer et de mener une politique véritablement adaptée aux besoins de toutes et tous.

Richard Ferrand

- 205 000

C'est le nombre de chômeurs en moins sur le dernier trimestre 2017 !

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

// EAU ET ASSAINISSEMENT

De nouveaux délais pour les communes

La loi pour la nouvelle organisation territoriale (NOTRe), adoptée par le Parlement en août 2015, prévoit le passage obligatoire de la compétence eau et assainissement des communes et communauté de communes au 1^{er} janvier 2020.

Inquiets des répercussions d'un délai aussi contraint pour le transfert d'une compétence majeure d'aménagement du territoire, des élus locaux m'ont fait part des difficultés que cela pouvait engendrer, pour les collectivités et par conséquent les citoyens, qui risqueraient alors de bénéficier d'un service public de moindre qualité.

" Fournir un service public pertinent et efficace sur tous nos territoires "

Après de nombreux échanges, j'ai décidé de soumettre à l'Assemblée nationale, avec mes collègues du groupe La République en Marche et Marc Fesneau, Président du groupe Modem, une proposition de loi qui a été adoptée.

En réunissant certaines conditions, le transfert pourrait alors être reporté jusqu'au 1^{er} janvier 2026. En répondant à une demande forte, ces nouvelles dispositions laisseront le temps nécessaire aux collectivités de s'organiser afin de fournir un service public pertinent et efficace sur tous nos territoires.

// PLF ET PLFSS 2018

Les amendements du groupe La République en Marche

De la fiscalité à la santé, en passant par l'éducation, les collectivités territoriales, la sécurité ou encore l'agriculture, par l'étendue des sujets qu'il couvre, le projet de loi de finances a un impact concret considérable

Mobilisés au cours des semaines d'examen du texte, notre majorité a porté de nombreux amendements venant améliorer les dispositions initiales.

J'ai personnellement fait voter un amendement qui garantit des ressources pérennes à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM).

// ADMINISTRATION

Le conseil avant la sanction

Fin janvier, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi permettant l'instauration du « droit à l'erreur ». Il s'agit de reconnaître le droit pour chaque citoyen de se tromper dans ses déclarations à l'administration et de régulariser une erreur commise de bonne foi. Le blocage d'une attribution de droit ne sera par ailleurs plus possible lorsqu'une pièce non-essentielle manquera au dossier.

Le droit à l'erreur vient ainsi concrétiser l'engagement d'Emmanuel Macron de faire de l'accompagnement le cœur de la mission des administrations dont, le rôle premier est le conseil avant la sanction.



Avec le Colonel Pégourié, le Commandant Mottin et les gendarmes de la communauté de brigade Carhaix/Huelgoat.

// PROCÉDURE PÉNALE

À LA RENCONTRE DES BRIGADES DE GENDARMERIE

Adapter la réforme aux réalités du terrain

Dans le calendrier des réformes majeures voulues par Emmanuel Macron et portées par son gouvernement, celle de la procédure pénale est actuellement à l'étude avant d'être débattue au Parlement.

C'est pourquoi j'ai souhaité rencontrer les brigades de gendarmerie qui maillent notre territoire. Au cours de fructueux échanges, la liberté de parole de ces militaires qui, chaque jour, sont au contact du terrain, a apporté un éclairage essentiel sur la réalité de leur métier. Toutes et tous très impliqués, ils ont à cœur d'exercer leurs missions avec rigueur et dévouement. Ces rencontres ont permis de prendre note de propositions pour adapter à leur quotidien et aux exigences du droit les procédures qu'ils conduisent.

C'est par ailleurs lors de ma visite à la caserne de Carhaix que le Capitaine Buanic, chef de la communauté de brigade Carhaix/Huelgoat, m'a fait part de la volonté des gendarmes carhaisiens d'instaurer une brigade de contact. Le 8 février dernier, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb m'a confirmé la mise en place de ce nouveau dispositif de proximité qui permettra de renforcer les effectifs locaux.

6 M€

C'est le montant de l'enveloppe débloquée par le ministère de l'Intérieur pour les travaux de rénovation de l'école de gendarmerie à Dinéault.

" Assurer la sécurité du quotidien aussi en milieu rural "

En savoir plus :

Le site Internet de la Gendarmerie nationale : www.gendarmerie.interieur.gouv.fr

// INSERTION

Le pari gagnant des entreprises adaptées

Souvent méconnues, les entreprises adaptées sont pourtant très présentes en Bretagne et singulièrement en Finistère. Parmi elles, Sével Services, basée à Morlaix, emploie plus de 450 salariés en situation de handicap.

Quatorze d'entre eux fournissent une prestation de qualité au service restauration de l'école de gendarmerie de Dinéault, dans le cadre d'un partenariat basé sur une relation de confiance qui perdure depuis de nombreuses années. À travers un plan d'actions précis, Sével Services demeure par ailleurs très attentive aux problématiques liées au quotidien, au bien-être au travail et à la montée en compétences de l'ensemble de ses salariés.

Cet exemple est une belle démonstration du travail mené par les entreprises adaptées, tant en termes de qualité de service, que d'insertion et de développement économique local.



Avec les responsables de l'école de gendarmerie et de Sével Services, à l'issue d'une enrichissante rencontre.

// FOROMAP

L'apprentissage, voie d'excellence

Chaque année en février, le salon de l'apprentissage Foromapp réunit plusieurs centaines d'entreprises, établissements scolaires et centres de formation à Brest. J'ai eu le plaisir d'ouvrir l'édition 2018, aux côtés d'autres élus. Au sein de la réforme de la formation professionnelle à venir, un plan spécifique sera consacré à l'apprentissage, voie d'excellence reconnue pour la qualité de son enseignement et des compétences

acquises par les stagiaires, offrant de nombreux débouchés dans des filières variées.

// RÉGION

Construire ensemble « un monde à vivre »

Nous avons voté en février le budget 2018 du Conseil régional. Dans la continuité des six ambitions que nous portons collectivement pour la Bretagne, 1,538 milliard € sera consacré cette année au développement de notre région.



En session du Conseil régional de Bretagne, nous avons acté la création d'un groupe de travail sur la différenciation de l'action publique.

Si les grandes priorités demeurent les mêmes, le contexte est en évolution permanente. Conjoncture internationale, économique également avec une croissance supérieure aux prévisions, nouvelles impulsions données par Emmanuel Macron et le gouvernement aux relations entre État et collectivités territoriales : l'année écoulée a connu de nombreux bouleversements, auxquels il est nécessaire d'ajuster l'action publique. Le Conseil régional a d'autre part gagné en envergure, en prenant en charge de nouvelles compétences en 2017.

L'enjeu porte désormais sur la proximité et le maintien d'une action publique déterminée et efficace, en faisant de l'adaptation aux besoins et attentes des acteurs, usagers et citoyens une véritable ligne de conduite.

L'exigence de gestion budgétaire appliquée depuis 2004 permet de consacrer 7 % du budget à l'investissement dans nos territoires, alors que la Région confirme son rôle majeur en tant qu'acteur de la formation et du développement économique en y consacrant plus de

800 millions €. Les transports se voient attribuer 400 millions €, afin d'assurer un service de qualité et adapté aux besoins des 170 000 voyageurs, dont 110 000 scolaires, transportés chaque jour sur le réseau, relevant désormais entièrement de l'échelon régional.

La dernière session ordinaire fut d'ailleurs l'occasion de débattre et d'adopter le contenu précis du Pacte d'accessibilité pour la Bretagne, porté par Loïg Chesnais-Girard auprès du Gouvernement au nom des collectivités bretonnes, suite à l'arrêt du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

En assurant le présent, ce budget permet de préparer l'avenir. Il ouvre la région aux opportunités, à travers, entre autres, le soutien à la recherche et à l'innovation, en confirmant une dynamique de travail partenariale, notamment avec les intercommunalités. Il anticipe également les défis que nous aurons à relever dans quelques années, en accélérant les transitions énergétiques, environnementales, démocratiques, culturelles...

C'est dans cette optique que 2018 est par ailleurs l'année de lancement de la Breizh COP. Dans le sillage de l'accord historique signé par 196 parties prenantes lors de la conférence climat (COP 21) à Paris en 2015, la Région fait le pari de la participation du plus grand nombre, afin de maîtriser et d'accélérer la mise en œuvre de toutes les transitions en Bretagne. Un comité de coordination et un autre scientifique sont d'ores et déjà installés et au travail.

Une nouvelle fois, la Bretagne se distingue par sa capacité à appliquer aux grands enjeux son savoir-faire en matière de solidarité, de participation et de construction collective.



FOCUS

Un contrat renouvelé pour le Centre Ouest Bretagne

Comme prévu lors de leur élaboration, les contrats de partenariat Europe/État/Région/Pays ont été révisés au cours de l'année dernière. Grâce au travail de ma collègue Laurence Fortin, Vice-présidente du Conseil régional chargée de l'aménagement du territoire, les priorités pour le Centre Ouest Bretagne ont ainsi été précisées, en concertation avec l'ensemble des acteurs de notre territoire, et le Pays doté d'une enveloppe de plus de 6 millions € pour la période 2017-2020.

La fin progressive des zones blanches

Julien Denormandie, Secrétaire d'État au sein du ministère de la Cohésion des Territoires, a annoncé en janvier la signature d'un accord inédit avec les opérateurs de téléphonie mobile français. Chacun s'engage à investir au moins 3 milliards €, pour déployer 20 000 pylônes en cinq ans, en couvrant les principaux axes de transport, notamment les lignes du réseau TER. D'ici à 2020, plus de 10 000 communes passeront de la 2G ou de la 3G à la 4G.

470 €

C'est le montant par habitant que financera le Conseil régional en 2018.



1. J'ai invité la ministre des Transports Elisabeth Borne à faire étape à Landeleau, sur le chantier le chantier de la mise à 2x2 voies de la RN 164. Elle y a confirmé les engagements de l'État pour son achèvement. —
2. J'ai eu le plaisir de recevoir à ma permanence Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional. L'occasion d'échanger sur les dossiers locaux et régionaux. Nous avons évoqué le déploiement du Très Haut Débit et les investissements en faveur des lycées de notre territoire.



3. C'est avec plus de 200 personnes le 4 février à Daoulas que nous avons partagé un moment de convivialité et d'amitié venant conclure la vague des cérémonies de vœux du mois de janvier. J'ai tenu, avec mes collaboratrices, à rendre compte de mon action et à présenter les chantiers pour l'année 2018.



4. Rencontre avec l'association Ribinad, basée à Châteaulin, qui accompagne chaque année plus de 50 jeunes âgés de 14 à 21 ans, confrontés à de lourdes difficultés, dans le cadre de séjours de distanciation. —
5. Le Parc naturel régional d'Armorique a présenté ses vœux à Port-Launay cette année. J'y étais représenté par ma suppléante Laetitia Dolliou, qui partage sur le terrain le travail d'écoute des acteurs locaux.

TWITT AGAIN !

“ Je fais partie de ces générations de Français et d'Allemands qui ont appris de leurs différences et de leurs similitudes, et qu'un souffle nouveau pouvait dépasser les cicatrices de l'Histoire. ”

REPÈRES

En mars-avril :

- ▶ Réforme de la formation professionnelle
- ▶ Visites des communes
- ▶ Parlement des enfants
- ▶ Présentation de la feuille de route de la Breizh COP
- ▶ Portes ouvertes des établissements scolaires du territoire
- ▶ Réforme constitutionnelle

INFOS EN CONTINU

Retrouvez toutes les actualités sur mon site internet :

www.richardferrand.fr

Pour recevoir les prochaines lettres d'information par courriel, inscrivez-vous sur mon site internet ou adressez votre demande à :

infos@richardferrand.fr

Et sur les réseaux sociaux



RichardFerrandAN



@RichardFerrand

CONTACTS

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

2 rue Baltzer - 29150 Châteaulin
 tél. 02 98 81 94 83
 fax 02 98 81 94 18
infos@richardferrand.fr

MES COLLABORATRICES

• Leïla Delefortrie et Laetitia Dolliou
 Suivi des dossiers et des activités de la circonscription
leila.delefortrie@richardferrand.fr
laetitia.dolliou@richardferrand.fr

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

• Soizic Kerbrat
soizic.kerbrat@richardferrand.fr